

L'essor de l'islamisme, angle mort de Macron

Le chef de l'Etat a reporté son discours sur la laïcité et sur l'organisation de l'islam, ainsi que l'annonce de mesures destinées à lutter contre la prise en main de cette religion par ses éléments les plus radicaux

Le silence d'Emmanuel Macron est-il tenable? S'ils ont dans un premier temps fait preuve de retenue, les opposants au chef de l'Etat pilonnent depuis dimanche la supposée «naïveté» de l'exécutif en matière de terrorisme islamiste, après les attaques de Carcassonne et de Trèbes (Aude), qui ont coûté la vie à quatre personnes, vendredi 23 mars. «Absence d'action» et «paroles creuses», accuse Laurent Wauquiez, «désastreux aveuglement», fustige Marine Le Pen, «forme d'insouciance», s'inquiète Manuel Valls.

Face à cette offensive, l'exécutif esquive et refuse d'engager le combat, en tout cas pour le moment. A écouter leurs proches, ni Emmanuel Macron ni Edouard Philippe n'ont l'intention de prendre la parole pour répondre aux attaques. «Les Français n'attendent pas des grands discours mais des actes», justifie-t-on à Matignon, où l'on met en avant le plan de lutte contre la radicalisation présenté le 23 février, à Lille, par le premier ministre. «La République n'a besoin ni de coups de menton ni d'improvisation», ajoute un conseiller de l'exécutif, qui estime que le chef de file du parti Les Républicains a «franchi un cordon sanitaire».

Il n'empêche, le chef de l'Etat est sur le reculoir. S'il a pris à bras le corps l'aspect sécuritaire de l'antiterrorisme, notamment avec l'adoption, en octobre 2017, de la loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme (SILIT), qui a fait entrer dans le droit commun des dispositions de l'état d'urgence (assignations à résidence, perquisitions administratives, fermeture de lieux de culte), Emmanuel Macron se montre

beaucoup plus discret sur la dimension religieuse, tout comme sur la question de la place de l'islam en France et ses liens avec la République. «C'est un sujet éminemment sensible, qui met immédiatement tout le monde mal à l'aise. C'est un angle mort de la politique, et La République en marche (LRM) n'y fait pas exception», estime un ministre.

Une «réflexion pas aboutie»

L'antienne n'est pas nouvelle. Depuis plusieurs mois, des proches annoncent un grand discours d'Emmanuel Macron sur la laïcité, mais celui-ci est sans cesse repoussé, à tel point que l'Elysée assure aujourd'hui qu'il n'en a jamais été question. «Le président ne fait pas de discours aussi important sous pression ou sous l'influence de qui que ce soit», élude-t-on à Matignon. Pour ne pas donner le sentiment de reculer, l'entourage du président fait valoir que le sujet a été évoqué plusieurs fois depuis le début de l'année, lors des vœux aux autorités religieuses, le 4 janvier, puis devant le Conseil représentatif des institutions juives de France, le 7 mars. Devant les premières, M. Macron avait jugé «indispensable» de mener «un travail sur la structuration de l'islam de France», alors que beaucoup s'inquiétaient, au sommet de l'Etat, d'une «prise de pouvoir des islamistes sur l'islam en France», selon les mots d'un proche de l'Elysée. «Il faut une stratégie globale de l'Etat», souligne un proche du dossier. Comment éviter que les ennemis de la démocratie se glissent dans les angles morts laissés par la démocratie.»

En février, le chef de l'Etat a annoncé une vaste réforme de l'islam de France, attendue d'ici à la fin du premier semestre 2018. Mais,



LOIN DE SON VOLONTARISME AFFICHÉ SUR D'AUTRES FRONTS, LE CHEF DE L'ÉTAT S'EST MONTRÉ TRÈS PRUDENT SUR LA RÉFORME DE L'ISLAM DE FRANCE

loin de son volontarisme autres fronts de la «transition économique et sociale), il se dément et précisait qu'il avait beaucoup consulté. «A progresser sur ce sujet, c'est par touche, avait averti M. JDD du 11 février. Je ne désistation que quand le travail fait, le président multiplie ces dernières semaines tuels (Gilles Kepel, Youss Karoui, etc.) ou des rep Encore lundi 26 mars, Delphine Horvilleur, l' mes rabbins qui exer du Danemark, qui a f réservée aux femmes, à



**LOIN DE SON
VOLONTARISME
AFFICHÉ SUR
D'AUTRES FRONTS,
LE CHEF DE L'ÉTAT
S'EST MONTRÉ
TRÈS PRUDENT
SUR LA RÉFORME DE
L'ISLAM DE FRANCE**

loin de son volontarisme affiché sur les autres fronts de la « transformation » (économique et sociale), il se montrait très prudent et précisait qu'il avait l'intention de beaucoup consulter. « Ma méthode pour progresser sur ce sujet, c'est d'avancer touche par touche, avait averti M. Macron, dans le JDD du 11 février. Je ne dévoilerai une proposition que quand le travail sera abouti. » De fait, le président multiplie les consultations, ces dernières semaines, avec des intellectuels (Gilles Kepel, Youssef Seddik, Hakim El Karoui, etc.) ou des représentants du culte. Encore lundi 26 mars, il a reçu à l'Élysée Delphine Horvilleur, l'une des deux femmes rabbins qui exercent en France, et Sherin Khankan, la première femme imam du Danemark, qui a fondé une mosquée réservée aux femmes, à Copenhague.

Pour l'instant, peu de choses ont filtré de ces consultations. En dinant, en juin 2017, avec les représentants du Conseil français du culte musulman, M. Macron avait expliqué qu'il souhaitait mettre fin à l'islam consulaire, soit l'envoi en France d'imams étrangers. D'autres pistes circulaient ces dernières semaines : instauration d'un prélèvement sur le halal pour financer la formation des imams ou possibilité d'un nouveau concordat. Mais plusieurs proches du dossier s'inquiètent du « retard » pris dans la conception du plan et pointent une « indétermination » politique des différents acteurs de l'exécutif. « Ce sont des matières complexes qu'il faut manipuler avec précaution », plaide-t-on à l'Élysée, reconnaissant que « la réflexion n'est pas aboutie du tout ».

Signe de ce flottement, la majorité des députés macronistes se montrent embarrassés

nouvelles mesures législatives sécuritaires

m,
es
IX

ension reli-
stion de la
iens avec la
minemment
ent tout le
e mort de la
arche (LRM)
ministre.

Depuis plu-
oncent un
cron sur la
e repoussé,
aujourd'hui
e président
ortant sous
qui que ce
our ne pas
entourage
t a été évo-
de l'année,
gieuses, le
représenta-
France, le
M. Macron
mener « un
l'islam de
inquiètent, au
ouvoir des
selon les
il faut une
e un pro-
e les enne-
dans les
atie. »
oncé une
attendue
2018. Mais,

recevoir à l'Élysée
LRM) opposés
pues La République
hadistes dans l'au-
« fiches S » après les attentats
ou l'ensemble de l'état d'urgence
l'assèsment de l'état d'urgence
alors que la droite et
me droite réclamant un ré-
des dispositions
l'automne-pens
d'années mal-
de son vote par la

sés sur le sujet. Celui-ci n'a fait l'objet d'aucun débat interne ou réunion depuis le début de la législature. Aucune position de groupe n'a été définie par les troupes présidées par Richard Ferrand. Résultat : chacun mène sa propre réflexion, sans oser l'exprimer ouvertement. « Dès que cela porte sur des sujets purement idéologiques, on n'est pas à l'aise... Et comme c'est un sujet de clivage potentiel, qui n'est pas dans le projet de Macron, la plupart des collègues n'osent pas ouvrir le débat de peur de faire une bourde ou de créer une polémique interne », observe un pilier du groupe LRM. Plusieurs députés reconnaissent « attendre » que M. Macron fixe une ligne claire sur ces sujets, avant de s'y rallier.

« Discours nuancé »

Cette gêne était perceptible en novembre 2017, au moment de la polémique entre *Charlie Hebdo* et *Mediapart*. À l'époque, seul Aurélien Taché, député (LRM) du Val-d'Oise, avait pris position dans le groupe, en appelant la majorité à « reprendre la bataille culturelle » dans un entretien au *Monde*. « La République en marche doit s'emparer des thèmes de la laïcité et de l'islam pour incarner une vision politique. Il y a besoin que le camp progressiste puisse défendre son projet d'une société ouverte et qu'il en fasse une force », déclarait-il notamment, en condamnant l'« hystérisation » du débat par Manuel Valls.

« Emmanuel Macron et le gouvernement doivent porter un discours construit et nuancé sur le sujet pour ne pas laisser le champ libre aux extrêmes et à [Laurent] Wauquiez, pour qui c'est uniquement un problème identitaire, estime un ministre de poids. Il y a entre 4 et 6 millions de musulmans en France, donc il faut absolument en parler. »

Fin décembre, une députée du groupe s'inquiétait des effets possibles de cette omerta. « On a un projet commun et des valeurs, mais il y a des sujets sur lesquels on n'est pas totalement mûrs. C'est particulièrement le cas sur la laïcité, un sujet dont on ne parle pas », regrettait-elle, avant de se projeter : « Il nous faut pourtant définir une position de groupe sur ce sujet car, tant qu'il n'y a pas d'attentat, ça va. Mais le jour où il y en aura un et qu'on devra aller sur les plateaux pour s'exprimer, cela sonnera faux. » ■

ALEXANDRE LEMARIÉ,
CÉDRIC PIETRALUNGA
ET SOLENN DE ROYER

Emmanuel Macron
et Edouard Philippe,
place Beauvau,
à Paris, vendredi
23 mars, après
les attaques
dans l'Aude. LAURENCE
GÉAL POUR « LE MONDE »

objectifs que ces
sortis de leur clan
mettre fin à leurs je
attaque suicide. Les

L'inter récurr

Le Conseil

Rétablir l'éta
terner les «
élus ont ve
forme de surench
que terroriste de
de Trèbes (Aude), le
que de commettre
mations. Ainsi, Man
pelé à envisager la m
nistrative des « fich
dangereux. L'ancien
ministre reprend ainsi
de la droite ces dern

Candidat malheur
maire de la droite fin
Sarkozy voulait de
un centre de rétenu
tous les individus fr
susceptibles de con
nace pour la sécur
En juin 2016, apr
Magnanville (Yvel
quel deux fonction
ministère de l'intéri
assassinés, le dépu
avait même dépo
tion de loi en ce sen
dent du groupe de
tionale, Christian
légue Guillaume L

Le scénario est p
sageable. Pour con
laxisme qui lui éta
attentats de nove
gouvernement s
soumis une telle b
préciation du Con
un avis du 17 de
plus haute juridict
tive avait tranché
rappelé que « tout
être décidée par l'a
ou exercée sous s